

Une soixantaine de délégué·es des mouvements sociaux du monde entier sont à Genève pour obtenir un traité sur les multinationales et les droits humains. Rencontre avec une leader paysanne africaine

«Il faut contraindre les firmes»

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE KOESSLER

ONU ► Contraindre les multinationales à respecter les droits humains. Une soixantaine de délégué·es de mouvements sociaux et de communautés de nombreux pays sont à Genève cette semaine pour l'exiger alors que s'ouvre la neuvième session du Groupe de travail sur les sociétés transnationales et les droits humains de l'ONU.

Mineurs péruviens surexploités dans les mines d'or, paysan·nes indonésien·nes dont les terres sont accaparées par l'extraction du charbon ou enfants travailleurs dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire, tous ont intérêt à l'adoption d'un traité obligeant ces firmes géantes à adopter des comportements plus responsables. Un projet démarré en 2014 qui prend pourtant l'eau de toutes parts sous la pression de l'Union européenne et des Etats-Unis qui font tout pour affaiblir cet instrument (lire ci-dessous), selon la Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des multinationales, coalition réunissant quelque 250 organisations de par le monde.

Parmi elles, l'Assemblée des femmes rurales (RWA) – qui fédère elle-même plusieurs dizaines de milliers de paysannes du sud du continent africain¹ – met en lumière la privatisation des semences agricoles par des multinationales comme Syngenta, qui a son siège en Suisse. Dans une perspective féministe, elles remettent autant en cause le modèle agro-industriel que la concentration des terres et le patriarcat. Rencontre avec Norah Mohdobozi, sa coordinatrice en Afrique du Sud.

Qu'est ce qui a motivé la création de l'Assemblée des femmes rurales?

Norah Mohdobozi: Nous sommes un mouvement auto-organisé de paysannes de dix pays de la région de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDA)². Nous avons créé cette organisation car nous avons réalisé que les femmes de nos pays sont confrontées aux mêmes défis, en particulier ceux de l'accès à la terre et de la violence liée au genre. Grâce à RWA, les femmes parlent d'une voix, entre elles et face aux gouvernements.

La plupart de nos membres pratiquent l'agroécologie. Nous nous y sommes converties après que nous avons réalisé qu'avec l'agriculture industrielle et ses intrants chimiques, nous ne pouvons pas produire en quantité et en qualité suffisantes sur nos petites propriétés d'un hectare ou d'un demi-hectare. L'agroécologie est non seulement durable, mais elle nous permet d'utiliser nos propres semences et de produire de la façon que nous aimons. Nous voulons aussi contribuer au bien-être de nos communautés en vendant de la nourriture saine. Souvent nos plus petites parcelles sont contrôlées par les femmes et nous voulons avoir



Des militant·es ont manifesté hier devant le Palais de l'ONU avant de déployer une banderole sur la *Chaise cassée*. KEYSTONE

notre mot à dire dans tout ce que nous faisons.

Quels sont vos principaux problèmes aujourd'hui?

Malgré notre rôle crucial dans la production alimentaire, un nombre choquant de femmes et leurs familles souffrent de la faim et de la malnutrition dans les campagnes. Premièrement, parce que nous ne sommes pas libres d'utiliser nos propres semences autochtones et nos connaissances ancestrales pour produire des aliments.

Deuxièmement, nous n'avons pas assez de terres. C'est en grande partie parce que nous sommes des femmes. Les hommes ont accès à des parcelles plus grandes. Les zones rurales sont gouvernées ou contrôlées par le patriarcat. Les

autorités traditionnelles locales et les chefs n'attribuent pas de terres aux femmes lorsqu'elles le demandent.

En conséquence, il faut maintenant nous organiser collectivement pour agir. En Afrique du Sud, nous avons mené une grande campagne nationale appelée «Une femme, un hectare» pour que le gouvernement nous attribue des terres fertiles. Notre ministre nous a répondu que l'Etat ne pouvait pas se le permettre, mais qu'elle allait attribuer un hectare par foyer. Nous lui avons dit que nous n'en voulions pas.

Pourquoi ne pas accepter?

Car aujourd'hui la plupart des familles sont contrôlées par les hommes, et les femmes sont souvent coincées dans des rela-

tions toxiques, conduisant à des violences domestiques. Elles ne peuvent en sortir faute d'être en mesure de pourvoir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants. Si la femme possède la terre, elle peut produire des aliments pour elle-même et elle peut sortir de relations destructrices. Notre émancipation passe par la remise en cause du patriarcat.

Quel est le problème avec les semences traditionnelles? Pourquoi êtes-vous entravés dans leur utilisation?

Nos Etats ont adopté des réglementations et des politiques qui favorisent les semences hybrides et les OGM des multinationales au détriment de nos graines autochtones. Ils nous empêchent de les partager. Ils disent que nos semences ne sont pas garanties

et qu'elles ne peuvent nourrir la nation. Ce n'est pas vrai.

Les femmes sont généralement les gardiennes des semences autochtones et des savoirs traditionnels qui permettent de les utiliser. On est en train de nous priver de ce rôle.

Avec les semences industrielles, et les engrais chimiques et les pesticides qui les accompagnent, nous souffrons de maladies inconnues dans nos régions jusqu'alors. De plus, chaque saison vous devez retourner au magasin pour acheter ces semences et les intrants... Tout cela est très cher et vous devez parfois emprunter à vos voisins. Vous ne les possédez pas, vous les achetez chaque fois que vous plantez et si vous n'avez pas d'argent, vous mourrez de faim. Le pire, c'est que la

plupart des paysans, en particulier les femmes sont souvent illettrés et pas formés à l'utilisation des pesticides dangereux. De plus, ces produits aggravent le changement climatique, dont nous souffrons tant dans les campagnes, surtout dans le sud du continent.



«Ces entreprises obligent à utiliser leurs semences en faisant pression sur nos Etats»

Norah Mohdobozi

Quel est le lien avec le traité sur les sociétés transnationales à l'ONU?

Ces multinationales nous obligent à utiliser leurs semences en faisant pression sur nos Etats pour qu'ils les favorisent. A Genève, nous allons exposer nos semences, et démontrer qu'elles sont très saines, productives et viables, et que nous sommes capables de soutenir la nation et nos communautés en les utilisant. Les semences sont la vie, elles permettent de nourrir, quand vous les possédez, vous êtes riches! Le traité doit inclure cette question pour que nous ayons le droit de les utiliser et de les échanger. Nous devons aussi pouvoir les transporter d'un pays à l'autre, j'aimerais pouvoir partager mes graines avec mes sœurs du Zimbabwe.

La déclaration sur les droits des paysans de l'ONU adoptée en 2018 protège les semences paysannes. N'est-ce pas suffisant?

Le gouvernement a signé cette déclaration mais ne la met pas en œuvre. Nous disposons maintenant d'un instrument international pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il change de politique. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut aussi obliger les multinationales à respecter les droits humains (lire ci-dessous). Le traité en discussion cette semaine représente une belle opportunité de faire un grand pas dans cette direction. I

¹Une exposition photo en anglais sur l'Assemblée des femmes rurales (RWA) sera inaugurée aujourd'hui, le 24 octobre à 18h, au Centre œcuménique des Eglises, route des Morillons 1, à Genève.

²Regroupe seize pays de l'Afrique australe et de l'océan Indien, parmi lesquels l'Afrique du Sud, l'Angola et la République démocratique du Congo.

Un traité négocié à couteaux tirés

Le bras de fer a débuté d'emblée hier matin au sein du Groupe de travail sur les sociétés transnationales et les droits humains au Palais des Nations à Genève. Insatisfait de la dernière mouture du projet de traité présenté par l'Equateur, qui préside l'instance, le groupe africain, composé de 55 pays, a demandé que le texte soit purement et simplement retiré de la table des négociations pour être remplacé par un nouveau, indique Raffaele Morgantini, responsable du dossier pour l'ONG genevoise Centre Europe-tiers monde (CETIM).

«Il faut dire que cette version dénature complètement le mandat du groupe de travail en omettant d'imposer des obligations aux sociétés transnationales. De surcroît, en étendant le mandat à toutes les entreprises (*all businesses*), ce texte détourne l'attention du cœur du problème: des entités qui échappent à la justice en raison de leur caractère transnational et des lacunes du droit international. Im-

possible de négocier sur cette base», estime le permanent de l'ONG, qui se réjouit de la réaction des pays africains, soutenus entre autres par la Colombie, la Bolivie, Cuba et le Pakistan.

Avec un tel projet, «rien ne pourrait être fait pour s'attaquer à l'architecture transnationale de l'impunité». C'était pourtant le but même de cet instrument juridique contraignant proposé en 2014 par l'Equateur, à l'époque dirigé par le président progressiste Rafael Correa.

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts: l'Equateur est passé à droite, et l'Union européenne, les Etats-Unis et leurs alliés, qui défendent leurs firmes, auraient depuis tout fait pour enlever tout mordant à ce traité.

«Leur vision est celle de l'autorégulation volontaire des entreprises, incarnée par le principe de la diligence raisonnable en matière de droits humains, assure Raffaele Morgantini. Dans cette perspective réductrice, la plupart des références et

des propositions visant à établir des mécanismes et des dispositions efficaces en matière de responsabilité juridique pour les sociétés transnationales ont tout simplement été effacées.»

Le CETIM et la Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des multinationales estiment au contraire que ces normes doivent être adoptées et qu'un tribunal international sur ces entreprises et les droits humains doit être mis sur pied.

Le Groupe de travail qui se tient toute la semaine à l'ONU repartira-t-il sur d'autres bases pour proposer une nouvelle version de ce traité? Rien n'est moins sûr, mais la Coalition active ces jours à Genève, qui représente des millions de victimes des violations des droits humains commises par ces firmes géantes, n'entend pas lâcher prise. Hier soir, ses déléguées es ont manifesté sur la place des Nations en compagnie de militants locaux et ont déployé une banderole depuis le haut de la *Chaise cassée*. CKR